

Communiqué de presse

GrDF : hospitalisation d'un gréviste de la faim

vendredi 1er janvier 2010, par [AFP](#), [CGT Philips EGP Dreux](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PEILLON Luc](#), [ROUSSEAU Cécile](#), [Sud énergie](#) (Date de rédaction antérieure : 31 décembre 2009).

Sommaire

- [Grève de la faim : la directio](#)
- [En grève de la faim pour \(...\)](#)

Au bout de 17 jours de grève de la fin, Yann Cochin, responsable de Sud Energie, vient d'être hospitalisé par le SAMU.

Cette situation dramatique est la conséquence de l'arrogance et de l'entêtement de la direction de GrDF. En effet, cette grève de la faim est motivée par le refus d'EDF de revenir sur le licenciement, le 16 décembre dernier, de Nordine, un militant de Sud Energie à qui la direction de l'entreprise veut, sous des prétextes dérisoires, faire payer sa participation active aux grèves du printemps dernier.

Depuis le début de la grève de la faim, la direction a fait preuve de la plus totale intransigeance et de son mépris pour les travailleurs et les syndicalistes. Non seulement elle a refusé toute négociation, mais elle a entraîné en justice les grévistes de la faim et a empêché leurs familles de leur rendre visite dans le local qu'ils occupaient.

Le NPA renouvelle sa solidarité avec Yann et ses camarades de GrDF. Il dénonce l'attitude inqualifiable de la direction, désormais responsable de la santé des grévistes et exige la réintégration immédiate de Nordine.

NPA, Montreuil, le 31 décembre 2009

PARIS (AFP) - EDF/GrDF : l'un des deux grévistes de la faim hospitalisé

L'un des deux syndicalistes de l'énergie, en grève de la faim depuis 17 jours en solidarité avec un salarié licencié de GrDF, a été hospitalisé jeudi à l'hôpital Lariboisière à Paris, ont indiqué la Fédération Sud Energie et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

« Nous venons d'apprendre que le médecin, appelé ce matin auprès de Yann Cochin, l'un des grévistes de la faim, a demandé l'intervention du Samu. Il est conduit à l'hôpital Lariboisière », a affirmé dans un communiqué Anne Debrégeas de la Fédération Sud Energie.

De son côté, le NPA souligne dans un communiqué que Yann Cochin « vient d'être hospitalisé par le

SAMU, après 17 jours de grève de la faim ».

Selon le parti d'Olivier Besancenot, « cette situation dramatique est la conséquence de l'arrogance et de l'entêtement de la direction de GrDF ». Le NPA « dénonce l'attitude inqualifiable de la direction, désormais responsable de la santé des grévistes et exige la réintégration immédiate de Nordine », le salarié licencié.

Selon le NPA, « depuis le début de la grève de la faim, la direction a fait preuve de la plus totale intransigeance et de son mépris pour les travailleurs et les syndicalistes ». « Non seulement elle a refusé toute négociation, mais elle a traîné en justice les grévistes de la faim et a empêché leurs familles de leur rendre visite dans le local qu'ils occupaient », ajoute-t-il.

Les deux syndicalistes de l'énergie avaient décidé mercredi de poursuivre leur grève de la faim et réclamé l'arbitrage du gouvernement et de GDF-Suez.

La grève de la faim chez GRDF continue

Echec des discussions entre les syndicats et la direction de la distribution de GDF sur l'avenir d'un salarié licencié.

Pas de leur d'espoir pour Nordine Mahroug. Hier, la direction régionale de GRDF et l'intersyndicale SUD, CGT, CFDT et CFTC étaient réunies pour discuter de l'avenir de ce salarié de la branche distribution de GDF. Une première rencontre depuis la grève de la faim entamée par Nordine et deux de ses collègues syndiqués à SUD, le 14 décembre (voir l'Humanité du 24 décembre). Seuls ces deux derniers continuent de jeûner au siège de GRDF dans le 9^e arrondissement de Paris. Mais tous exigent la réintégration de Nordine, après sa notification de licenciement pour fautes. La direction lui reproche, en substance, d'avoir gardé trop longtemps une voiture de fonction, d'avoir rédigé un tract d'insultes contre les arracheurs d'infos du panneau syndical et d'avoir été payé pour des heures non effectuées. « Ce sont des accusations de mauvaise foi, Nordine est innocent. En réalité, on lui fait payer son syndicalisme et sa médiatisation lors des grèves du printemps chez EDF. Il a même été harcelé par son supérieur », explique Anne Debregeas, de la fédération SUD énergie. André Gallois, de SUD, poursuit : « À EDF, un système de terreur a été instauré pour éliminer les mouvements sociaux, 250 procédures disciplinaires ont été engagées cette année, du jamais-vu ! » La direction campant sur ses positions, Nordine reste cloîtré dans le local de SUD avec l'autre gréviste de la faim. Leur troisième compère jeûne dans une tente devant le bâtiment. D'après les médecins, leur état de santé devient préoccupant. Cette grève dérange la direction de GRDF. Pour d'autres raisons. Elle assigne aujourd'hui SUD au TGI pour occupation illégale des locaux. Une manifestation de soutien de syndicats et de partis de gauche se tient à 9 heures, au métro Cité.

Cécile Rousseau

* *L'Humanité* du 30 décembre 2009.

Grève de la faim : la direction de GrDF refuse toujours toute négociation

Communiqué SUD Energie du 29 décembre 2009

Aujourd'hui, une délégation intersyndicales CGT, SUD (la CFDT et la CFTC étant excusés) a été reçue par la direction des opérations Ile de France de GrDF.

Alors que deux représentants syndicaux SUD Energie sont maintenant en grève de la faim depuis 16 jours, alors qu'un bulletin de santé alarmant a été rendu public par leurs médecins, cette entrevue pouvait être l'occasion de trouver une issue acceptable pour toutes les parties à ce mouvement sans précédent au sein de l'entreprise. C'est en tout cas dans cet état d'esprit, de détermination et de responsabilité, que la délégation s'est présentée.

Hélas, la direction de GrDF a fait une nouvelle fois la démonstration de son obstination irresponsable. Cette rencontre fut une parodie de négociation.

Sur le fond du dossier, elle a confirmé de manière éloquente la mauvaise foi qui la caractérise depuis le début du conflit : elle refuse de reconnaître que ce licenciement est directement lié à la participation de Nordine au mouvement du printemps. Nous rappelons que l'ensemble des faits reprochés à Nordine, et consignés dans sa lettre de licenciement, se situent précisément entre « mi-juin » et le 2 juillet, soit moins de 6 semaines après la fin du conflit. Qui peut croire à une telle coïncidence touchant un militant syndical, salarié de l'entreprise depuis 12 ans ?

Sur la recherche de solutions, la direction refuse catégoriquement la réintégration de Nordine au sein de GrDF. Pire, alors qu'elle avait affirmé publiquement qu'une mutation au sein des IEG était envisagée « *GrDF, la filiale de distribution du gaz de GDF-Suez « recherche une porte de sortie à ce conflit, en regardant les éléments qui permettent à l'agent licencié d'être réemployable dans une autre structure du groupe* » a indiqué à l'AFP un porte-parole. » (communiqué AFP du 28 décembre 19h26) – ce que l'intersyndicale était disposée à accepter – cette option a été brutalement retirée de la table aujourd'hui. Ainsi, la direction ne propose aucune solution qui garantisse un maintien de Nordine dans l'emploi, au sein ou hors de GrDF. Lorsque les représentants syndicaux ont rappelé que, à EDF, des salariés licenciés suite au conflit du printemps avait pu être muté dans une autre entité du groupe, la direction s'est contentée d'asséner : « *on n'est pas à EDF, on est à GDF-Suez* ».

Face à un licenciement jugé abusif par l'ensemble des salariés et des représentants syndicaux, les propositions de la direction se limitent aujourd'hui à ces trois points :

- Laisser Nordine dans le logement d'astreinte qu'il occupe jusqu'au 16 mars (fin de la trêve hivernale) au loyer préférentiel actuel.
- Financer une formation, après un bilan de compétence, pour une durée maximum de 3 semaines.
- Financer une prestation d'aide à la recherche d'emploi (outplacement) pendant 3 à 4 mois.

Au delà du cas de Nordine, cette négociation est une nouvelle illustration d'une pratique de management froide, violente, fermée à tout compromis avec les salariés. Une pratique qui préfère organiser le harcèlement des militants pour éviter d'entendre ce que lui disent à travers eux, et de manière unanime, ses personnels. Cette pratique n'est hélas pas propre à GDF-Suez. L'expérience récente de France Telecom, dont la trajectoire est si proche (libéralisation/privatisation d'un groupe public), devrait alerter sur les dangers que de telles dérives font peser sur la santé des salariés de ce groupe.

EDF/GrDF:Lors du rassemblement à PARIS ce mercredi, Anne Debrégeas réclame pour les grévistes de la faim l'arbitrage du gouvernement

CGT PHILIPS EGP DREUX

Deux syndicalistes de l'énergie ont décidé mercredi de poursuivre une grève de la faim entamée depuis 16 jours en solidarité avec un salarié licencié de GrDF, et réclament l'arbitrage du gouvernement et de GDF-Suez, selon des responsables politiques et syndicaux.

« Nous appelons le gouvernement à prendre ses responsabilités et à intervenir au plus vite dans ce conflit qui touche une entreprise dont l'Etat est l'un des principaux actionnaires », a déclaré Anne Debrégeas, porte-parole de Sud-Energie, devant 70 personnes rassemblées mercredi à Paris.

« Nous avons alerté la direction générale de GDF-Suez par voie hiérarchique, puis directement », a ajouté la syndicaliste.

Licencié après 12 ans de travail, pour « fautes professionnelles graves », Nordine Marhoug a entamé le 14 décembre une grève de la faim qu'il a cessé pour raisons médicales. Deux élus de Sud-Energie, Yann Cochin (EDF) et René-Michel Millambourg (GrDF), ont cessé de s'alimenter en solidarité depuis la même date.

Mardi, une réunion de négociation pour trouver un compromis sous forme de mutation ou changement d'entreprise a échoué.

« La CPCU et la Tiru, deux filiales de GDF-Suez, ont besoin aujourd'hui de soudeurs, Nordine Maroug a fait ses preuves, la direction a la possibilité de l'embaucher mais fait un blocage politique », a souligné Patrice Perrucheau, délégué syndical CGT de GrDF Paris.

GrDF a proposé de lui « financer une formation, après un bilan de compétence, pour une durée maximum de 3 semaines », ainsi « qu'une prestation d'aide à la recherche d'emploi (outplacement) pendant 3 à 4 mois », selon les syndicats.

GrDF devait faire un point à la mi-journée mercredi sur ces propositions, a indiqué à l'AFP un porte-parole de la direction.

« Ce qui est scandaleux c'est qu'ils parlent d'une avancée en disant qu'ils n'expulseront pas Nordine » de son logement d'astreinte avant le 31 mars, « alors que la fin de la trêve hivernale légale est le 16 mars », a déploré Martine Billard, députée de Paris (ex-Verts) du Parti de gauche.

GrDF reproche au salarié licencié « des manquements répétés » dans « l'exercice de son travail, bien avant et bien après » la grève qui a perturbé GrDF et ErDF au printemps.

« Le reproche principal voire unique » est « bien son activisme pendant les grèves du printemps », a pour sa part déclaré mercredi dans un communiqué Bénédicte Gandoulas, présidente de la CFTC d'ErDF, membre de la commission de discipline.

Par CGT PHILIPS EGP DREUX

En grève de la faim pour Nordine, syndicaliste licencié

Social. Les responsables de SUD enchaînent les jours de jeûne pour dénoncer le renvoi d'un adhérent par GrDF, filiale de GDF Suez.

Il faut sauver le militant Nordine. En grève de la faim depuis le 14 décembre, René-Michel Millambourg, responsable syndical SUD, campe devant le siège de GrDF, la filiale distribution de GDF Suez située rue Condorcet à Paris.

Sous une tente surchauffée la journée par le soleil, mais « glaciale dès la nuit tombée », l'homme, les yeux hagards et le visage fatigué, a perdu huit kilos en deux semaines. Son combat : la réintégration de Nordine Mahroug, adhérent SUD, licencié mi-décembre pour trois motifs jugés dérisoires par le syndicat. « La vraie raison, c'est qu'il est harcelé par son responsable, et qu'il paie sa médiatisation lors du grand conflit du printemps, estime Millambourg. Il fait partie des six militants du secteur de l'énergie à avoir été licenciés pour fait de grève. » Et des 250 à avoir été sanctionnés suite au mouvement, d'après les comptes de la CGT.

Pour la direction, et selon les termes de sa lettre de licenciement pour faute grave, Nordine Mahroug aurait mal rempli ses plannings d'intervention, entraînant « le versement indu d'heures supplémentaires et de récupération ». Outre un véhicule qu'il n'aurait pas rendu à l'heure, il serait également l'auteur - analyse graphologique à l'appui - d'un texte manuscrit traitant de « sale bâtard » celui qui « enlève les tracts » du panneau syndical.

Autant de points contestés par les responsables de SUD énergie, qui auraient retrouvé la trace, parmi les clients « lambda » interrogés par la direction pour établir les incohérences dans les plannings de Nordine, de cadres d'EDF et de GDF, dont un responsable des ressources humaines. Et de préciser, preuve à l'appui, que le tract insultant ne s'adressait à personne en particulier. Contactée par Libération, la direction refusait hier de s'exprimer sur les motifs du licenciement. « Notre seul souci, c'est la santé des grévistes de la faim », précisait-elle, sans évoquer toutefois une éventuelle réintégration de Nordine Mahroug.

Ce dernier, qui a cessé de jeûner pour raisons médicales, campe dans les locaux syndicaux, une rue plus haut, avec Yann Cochin, responsable de SUD énergie et lui-même en grève de la faim. Isolé par des vigiles qui interdisent l'accès au site, Nordine ne peut s'exprimer que par la fenêtre du second étage. Une situation ubuesque qui commence à peser sur l'entreprise. Mais si une nouvelle réunion doit se tenir aujourd'hui avec les syndicats, la direction refuse de négocier autre chose que « les mesures d'accompagnement au licenciement ».

Par LUC PEILLON

** Libération, 29/12/2009 à 00h00.*

GrDF licencie les syndicalistes ! Réintégration de Nordine, arrêt des sanctions contre les

grévistes du printemps dernier !

CNT - Communiqué de presse confédéral du 29 décembre 2009

Depuis le 14 décembre, deux militants de SUD Energie ont entamé une grève de la faim avec Nordine Mahroug, syndicaliste injustement licencié sur la base d'un dossier disciplinaire monté de toute pièce par la direction de GrdF, entreprise issue de la privatisation progressive de l'ancien service public EDF/GDF.

Cette grève de la faim est pour ces militants l'ultime recours face à un patronat farouchement déterminé à briser la résistance syndicale. Ce dans une entreprise qui se place aujourd'hui complètement sur le terrain de la compétition économique et du capitalisme le plus sauvage voulu par l'Union Européenne, à l'opposé de toute idée de service public, et d'accès à l'énergie pour tous.

En effet, notre camarade Nordine a participé très activement au mouvement de lutte du printemps dernier à GDF et à EDF contre les restructurations de ces entreprises, qui n'en finissent plus depuis la mise en route du processus de privatisation, qui génèrent des conditions de travail insupportables et menacent l'emploi et donc l'avenir de milliers de salariés.

Non contente d'avoir méprisé ouvertement les justes revendications des travailleurs qu'elle exploite, la direction de GrDF veut écraser la résistance des salariés au processus de privatisation, comme à La Poste qui s'acharne contre les militants syndicaux trop contestataires, notamment de la CNT-PTT dont fait partie Gilles Béranger, aujourd'hui mis à pied pour une année entière sur la base d'un dossier disciplinaire fabriqué de toutes pièces, là aussi par la direction.

A GrDF, Noredine fait donc partie des 240 travailleurs faisant l'objet d'une procédure disciplinaire depuis le mouvement du printemps dernier. Ils paient cher l'exercice du droit de grève et de l'activité syndicale, pourtant inscrits dans la constitution, mais que le patronat et l'État, sûrs d'être en position de force sur le terrain de la lutte des classes, se sentent en droit de sacrifier au profit de la religion du marché. C'est oublier que pour nous, un coup porte contre l'un d'entre nous est un coup porte contre tous !

La CNT, et notamment son syndicat de l'énergie, est solidaire de ses camarades de SUD énergie grévistes de la faim et exige la réintégration de Nordine ! arrêt des sanctions contre les grévistes et les syndicalistes !

Un coup contre l'un d'entre nous est un coup contre tous !

Contact syndicat Energie-RP :

CNT ENERGIE RP
33 rue des Vignoles
75020 - PARIS
01 43 72 09 54
